



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**MAPA 20240154 Accord-cadre de travaux pour la peinture
et revêtement muraux des membres du GHT Hainaut-
Cambrésis**

Date et heure limites de réception des offres
Vendredi 17 janvier 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Renouvellement	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
3 - Les intervenants	5
3.1 - Contrôle technique	5
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Contenu du dossier de consultation	5
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 - Documents à produire	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
7.1 - Transmission électronique	7
7.2 - Transmission sous support papier	8
8 - Examen des candidatures et des offres	8
8.1 - Sélection des candidatures	8
8.2 - Attribution des accords-cadres	8
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	9
9 – Modalités d’attribution des bons de commande et des marchés subséquents	9
9.1 – Modalités d’attribution des bons de commande.....	9
9.2 – Modalités d’attribution des marchés subséquents.....	10
9 - Renseignements complémentaires.....	10
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
9.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'exécution de travaux de peintures des membres du Groupement Hospitalier de Territoire du Hainaut Cambrésis (GHT-HC).

L'accord-cadre a pour objet :

- L'exécution de travaux de peinture
- L'exécution de revêtements muraux

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, en tant qu'établissement support du GHT-HC, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Les membres partis au marché sont :

- Centre Hospitalier de Valenciennes
- Centre Hospitalier de Denain
- Centre Hospitalier de Saint Amand
- Centre Hospitalier de Maubeuge
- Centre hospitalier de Jeumont
- Centre Hospitalier de Fourmies
- Centre Hospitalier de Felleries Liessies

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation vise à conclure des accords-cadres passés en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, dont les modalités d'exécution sont définies au CCAP. En fonction de la forme retenue, l'accord-cadre donnera lieu soit à l'émission de bons de commande, soit à la conclusion de marchés subséquents.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Forme	Attributaire	Nb Titulaires
2.1.01	Accord-cadre à bons de commande de la Zone 1 pour les établissements présents au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.02	Accord-cadre à bons de commande Zone 2 pour les établissements présent au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.03	Accord-cadre à bons de commande Zone 3 pour les établissements présent au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.04	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 1 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5
2.1.05	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 2 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5
2.1.06	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 3 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5

Pour les lots passés en accord-cadre à bons de commande multi-attributaire: Deux titulaires seront retenus pour exécuter les travaux dans les locaux d'une surface au sol inférieure à 250m² et pour les travaux dans les locaux d'une surface au sol supérieure à 250m² lorsqu'il s'agit d'une opération de travaux ne concernant que de la peinture. Ces lots seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le Centre Hospitalier concerné.

Pour les lots passés en accord-cadre à marchés subséquents : Au maximum 5 candidats seront retenus pour exécuter, après remise en concurrence à la survenance du besoin, les travaux dans les locaux d'une surface au sol supérieure à 250m² lorsqu'il s'agit d'une opération de travaux globale nécessitant la présence de plusieurs corps d'état.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les montants maximums par lots sont les suivants :

Lot(s)	Montant maximum annuel
2.1.01	535 000 €HT
2.1.02	125 000 €HT
2.1.03	50 000 € HT
2.1.04	507 500 €HT
2.1.05	120 000 €HT
2.1.06	45 000 €HT

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45442100-8	Travaux de peinture

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Contrôle technique

Les mesures particulières concernant la mise en place d'une prestation de contrôle technique dans le cadre de la réalisation de travaux seront précisées à l'occasion de chaque bons de commande ou chaque ordre de service.

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les mesures particulières concernant la mise en place d'une prestation d'un CSPS dans le cadre de la réalisation de travaux seront précisées à l'occasion de chaque bons de commande ou chaque ordre de service.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) relatif à chaque lot
- Le plan des zones

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
DC 1 LETTRE DE CANDIDATURE - DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS	Non
DC 2 DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat		Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		Non

Qualification minimum des entreprises et/ou équivalent pour tous les lots
QUALIBAT 6.1.1.2

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) fourni au format EXCEL	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
La note détaillant les dispositions relatives à la gestion, à la valorisation et à l'élimination des déchets de chantier	Non
Fiches techniques des produits proposés	Non

Ce mémoire technique développera également les engagements du candidat en matière de développement durable (concerne les travaux, les fournitures, les matériaux recyclés, mais aussi les transports,) et d'insertion professionnelle. Ces engagements s'appuieront sur ses initiatives passées et en cours. Enfin ce mémoire pourra comporter tout élément que le candidat jugera utile de faire connaître au pouvoir adjudicateur en ce qu'il est susceptible d'apporter aux prestations attendues.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de

sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Centre Hospitalier de Valenciennes

AVENUE DESANDROUIN
59322 VALENCIENNES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

-Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères pour tous les lots	Pondération
1-Prix des prestations	60.0 %
2-Valeur technique	40.0 %
2.1-Les dispositions permettant la disponibilité des matériaux nécessaires aux interventions urgentes. Il est notamment demandé au titulaire de décrire et de s'engager sur les moyens qu'elle mettra en œuvre en cas d'urgence	5.0 %
2.2-Modalités d'exécution de travaux : Méthode d'organisation de l'entreprise appliquée à ce marché en termes d'exécution (travaux en milieu occupé, hygiène, nuisances)	12.0 %
2.3-La méthode d'organisation que le candidat a retenue pour assurer une continuité de service pendant les grandes périodes de congés, notamment estivales. Il est notamment demandé au titulaire de décrire et de s'engager sur les moyens qu'elle mettra pour assurer cette continuité	5.0 %
2.4-Développement durable : Qualité des mesures pour la maîtrise environnementale du marché (dont les gestes sur la réduction du bilan carbone lors de la réalisation des prestations du présent marché) et le recyclage ou autre(s) valorisation(s) des déchets issus des travaux qui seront réalisés dans le cadre de ce marché.	18.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Le critère n°1 sera noté selon les modalités suivantes :

L'offre de chaque candidat sera déterminée par l'addition des 3 montants suivants :

- 1) Le montant caractérisant les prestations courantes calculé par simulation sur la base d'un référentiel composé de quantités fictives connues du pouvoir adjudicateur et appliquées aux prix unitaires concernés du candidat. Ce référentiel (DQE masqué) utilise environ 80% des lignes du bordereau.
- 2) Le montant caractérisant le coefficient majorateur calculé par la multiplication du montant maximum fixé dans le présent RC, du coefficient de 10% forfaitaire et du coefficient majorateur du candidat
- 3) Le montant caractérisant le taux horaire calculé par la formule suivante :

$$(MML) \times 10\% \times (90\% \times TH-JO + 10\% TH-HHO) / THT$$

Où :

MML = Montant Maximum

TH-JO = Taux Horaire Jours Ouvrables proposé par le candidat

TH-HHO = Taux Horaire Hors Heures Ouvrables proposé par le candidat

THT = Taux Horaire Théorique

Le candidat est tenu d'indiquer obligatoirement un prix HT au regard de toutes les prestations à réaliser. Il est tenu de respecter scrupuleusement le cadre de bordereau établi sans modifications de texte et format. Chaque candidat doit remplir chaque ligne du bordereau uniquement dans la colonne « Prix unitaire HT », sous format Excel et remettre un enregistrement sous format dématérialisé pour analyse.

La note totale sera calculée comme suit:

Note finale du candidat = (la note critère 1 (sur 60)) + (la note critère 2 (sur 40))

Le candidat ayant la note finale la plus élevée sera déclaré attributaire.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 meilleurs candidats sélectionnés sur les lots 1 à 3.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 6 meilleurs candidats sélectionnés sur les lots 4 à 6.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Si elle a lieu, la négociation se fera par mail dans les 3 semaines après remise des offres.

Le ou les candidats attributaires seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Pour un accord-cadre avec marchés subséquents, les certificats et attestations précités seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent.

9 – Modalités d’attribution des bons de commande et des marchés subséquents

9.1 – Modalités d’attribution des bons de commande

Les commandes seront attribuées selon la méthode dite « en cascade » : il sera fait appel au titulaire jugé le mieux-disant lors de la remise des offres initiales de l'accord-cadre.

A la survenance d'un besoin, ce titulaire sera sollicité pour une demande de devis. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, ou si au bout de 10 jours calendaires, le devis n'a pas été transmis ou a été transmis mais ne correspondant pas à notre demande, le représentant du Centre Hospitalier pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième. Celui-ci disposera des mêmes délais pour transmettre son devis.

9.2 – Modalités d’attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront attribués par le pouvoir adjudicateur à l'issue d'une remise en concurrence des cinq titulaires retenus. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Le pouvoir adjudicateur procédera à cette remise en concurrence par demande écrite (une lettre de consultation) adressée par voie dématérialisée via son profil acheteur.

La lettre de consultation précisera les éléments suivants :

- Les références de l'accord-cadre ;
- La période d'exécution du marché subséquent ;
- La date et l'heure limites de réception des offres ;
- La liste des documents à fournir à l'appui de l'offre (devis...) ;
- La date prévisible de la visite éventuelle.

Elle pourra être accompagnée des documents de la consultation. Les conditions d'exécution seront éventuellement détaillées dans un CCP propre au marché subséquent.

Les titulaires devront adresser leur offre, selon le formalisme indiqué dans la lettre de consultation, par voie dématérialisée via le profil acheteur.

Les offres seront déposées dans le délai fixé par la lettre de consultation. Leur contenu restera confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Les offres ainsi déposées par les titulaires de l'accord-cadre pourront donner lieu à négociation.

La lettre de consultation devra être remise signée accompagnée d'un devis détaillé faisant soit référence au BPU remis initialement, soit proposer un devis spécifique détaillée.

Le cas échéant, les titulaires de l'accord-cadre devront justifier par écrit, dans le même délai, de leur impossibilité de répondre, sous peine de se voir appliquer des pénalités.

Les marchés subséquents seront attribués aux candidats qui auront présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base de ces critères :

1 - Prix	60% à 40%
2 – Mode opératoire de l'intervention	40% à 60%
- Méthodologie d'intervention sur le chantier	
- Moyens humains dédiés au chantier	

Le critère n°1 sera noté selon les modalités suivantes :

Chaque candidat sera noté sur 60% à 40%

Les offres de chaque candidat se verront attribuer une note calculée selon la formule suivante :

Note sur 60% à 40% = ((prix le plus bas /prix de l'offre examinée)² *60% à 40%)

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire

59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr